

Pour recevoir les états financiers

Pour recevoir les états financiers complets
au 30 juin 2002, découpez ce bon de
commande et retournez-le par la poste
à l'adresse suivante :

Capital régional et coopératif Desjardins
2, complexe Desjardins
Bureau 1717
C.P. 790, succursale Desjardins
Montréal (Québec) H5B 1B9



- Je désire recevoir, sans frais, une copie des états financiers complets au 30 juin 2002.
- Français Anglais

Nom et prénom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Province : _____ Code postal : _____

Adresse électronique : _____



*Offrir à ses
actionnaires*



un rendement



incitant le

réinvestissement.



**Capital régional et
coopératif Desjardins**

2, complexe Desjardins
Bureau 1717
C.P. 790, succursale Desjardins
Montréal (Québec) H5B 1B9
Téléphone : 1 888 522-3222
Télécopieur : (514) 281-5575

Site Internet : www.capitalregional.com

Rapport semestriel

30.06.02



**Capital régional et
coopératif Desjardins**



Message du président du conseil d'administration

Constituée en juin 2001, Capital régional et coopératif Desjardins mobilise du capital de risque pour les entreprises et coopératives de toutes les régions du Québec. Déjà au 30 juin dernier, notre jeune Société affichait un actif sous gestion de plus de 115 M\$. En moins d'un an et dans un contexte économique qui semblait peu propice, ces résultats sont la preuve que la Société a réussi à se tailler une place dans l'industrie du capital de risque québécois.

Forte d'un réseau bien implanté au Québec et de l'expérience de près de trente ans en capital de risque de son gestionnaire, Investissement Desjardins, Capital régional et coopératif Desjardins a été en mesure de poser des gestes concrets dès les premiers mois de l'année 2002. En effet, conformément à sa mission première, notre Société n'a pas tardé à réaliser des investissements dans des entreprises et des coopératives issues de différentes régions du Québec. Caractérisée par la prudence, la stratégie d'investissement préconisée par le gestionnaire a fait en sorte que l'aspect qualitatif des dossiers a définitivement primé sur le volet quantitatif. Le climat économique difficile ayant marqué le premier semestre de l'année 2002 s'est avéré favorable pour notre Société qui a pu réaliser des investissements à des conditions financières avantageuses puisque la valeur des entreprises a été normalisée. Ainsi, en date du 30 juin 2002, près d'une trentaine d'entreprises et de coopératives comptaient sur l'appui de Capital régional et coopératif Desjardins pour les aider à se hisser au rang de chef de file de leur industrie. Répondant aux critères d'investissement les plus stricts, les projets de ces entreprises sont porteurs de vitalité et de dynamisme tant dans leur secteur d'activité que dans leur région.

Pour mener à bien sa mission, Capital régional et coopératif Desjardins est appuyée par la solide équipe de professionnels de son gestionnaire qui doit s'acquitter d'un double mandat visant à injecter dans les entreprises et les coopératives québécoises du capital de développement et offrir l'expertise conseil nécessaire pour stimuler leur démarrage, leur croissance et leur rayonnement en les accompagnant dans leur projet de fusion, d'acquisition ou de mise en bourse. Présents dans toutes les régions du Québec, ces professionnels savent reconnaître les entrepreneurs expérimentés, visionnaires et intègres qui disposent d'un plan d'affaires bien articulé et dont les projets sont réalistes. Ils accompagnent les entreprises dans la formulation de leurs stratégies d'affaires, dans le recrutement de gestionnaires et d'administrateurs de haute qualité et dans le développement de relations avec des partenaires stratégiques.

PERSPECTIVES

À la lumière des développements des derniers mois, nous avons bon espoir de pouvoir récolter auprès des investisseurs québécois pas moins de 150 M\$ au cours de l'exercice financier 2002. D'ici 2010, c'est un total de 1,5 milliard \$ que Capital régional et coopératif Desjardins prévoit être en mesure de recueillir pour réaliser sa mission et ainsi contribuer au développement économique durable du Québec. Et c'est en faisant équipe avec les entrepreneurs et en travaillant avec les forces vives du milieu que sera possible la réalisation de cette vision, laquelle se traduira à moyen terme en des rendements encore plus intéressants pour nos actionnaires.

Bruno Riverin
Président du conseil d'administration





Message du président et directeur général

Le premier semestre de l'exercice 2002 de Capital régional et coopératif Desjardins a été marqué par son entrée dans la deuxième phase de sa première émission d'actions et le début de ses activités d'investissement dans des entreprises et coopératives québécoises.

Au cours de la période de six mois terminée le 30 juin 2002, notre Société a récolté près de 36 M\$ auprès de 9 000 investisseurs québécois. De 80 M\$ au 31 décembre 2001, le capital sous gestion s'est ainsi apprécié de plus de 43 % pour atteindre près de 115 M\$ à la fin du premier semestre. Le nombre d'actionnaires s'est également considérablement accru passant de 35 000 à la fin de l'exercice 2001 à plus de 44 000 en date du 30 juin dernier.

VALEUR DE L'ACTION

Par ailleurs, en date du 30 juin 2002, la valeur de notre action est demeurée inchangée par rapport à ce qu'elle était au 31 décembre dernier, soit 10 \$. En dépit des conditions économiques incertaines qui ont caractérisé les derniers mois et les répercussions négatives que celles-ci ont eues sur la capitalisation de plusieurs sociétés à capital ouvert et fermé, nous avons su maintenir la valeur des placements composant notre portefeuille. En tenant compte des avantages fiscaux liés aux actions de la Société, les actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins ont conservé une avance confortable face à bon nombre d'investisseurs depuis le début du présent exercice.

LEVÉE DE FOND

Le rythme avec lequel se déroule la deuxième phase de notre première émission d'actions témoigne de la confiance des investisseurs québécois envers Capital régional et coopératif Desjardins. Nous constatons qu'au fil des mois, de plus en plus d'investisseurs découvrent les avantages financiers propres au véhicule de placement novateur que sont les actions de notre Société. Cet état de fait n'est d'ailleurs pas étranger au dynamisme dont font preuve quotidiennement les conseillers des caisses Desjardins pour promouvoir notre produit auprès des épargnants québécois. D'ailleurs, il est important de rappeler que les contribuables québécois ont désormais jusqu'au 28 février de chaque année pour se présenter dans les caisses et se porter acquéreur d'actions de Capital régional et coopératif Desjardins.

PREMIERS INVESTISSEMENTS

Le premier semestre a également été l'occasion pour notre équipe de gestionnaires de procéder aux premiers investissements de la Société. En date du 30 juin 2002, Capital régional et coopératif Desjardins s'est engagée pour plus de 14 M\$ auprès de 27 entreprises et coopératives admissibles issues de divers secteurs d'activité à l'échelle du Québec. Ainsi, un investissement tel que celui réalisé dans Luzernes Belcan est représentatif de la contribution apportée par Capital régional et coopératif Desjardins au développement économique régional. En se spécialisant dans la transformation d'une matière première jusque-là sous-utilisée, l'activité développée en partenariat avec Capital régional et coopératif Desjardins, une coopérative et une entreprise privée, a élargi le portrait économique de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Pour d'autres entreprises, telle Fivetracks de Sherbrooke, la participation financière de Capital régional et coopératif Desjardins rend possible l'expansion de leurs activités vers le marché américain. De la même façon, des investissements ont été réalisés dans des entreprises plus matures et en plein essor telle Technologies 20/20 de Laval. L'injection de capital dans cette entreprise, qui développe et distribue des logiciels de design intérieur et d'aide à la vente pour les secteurs résidentiel et commercial, aura rendu possible l'acquisition stratégique d'un compétiteur la hissant au rang de chef de file dans son domaine.

Ces projets sont représentatifs de l'accompagnement et de la confiance que nous manifestons envers des entrepreneurs dont les projets sont réalistes et nous sommes fiers de leur être associés. Au cours des mois qui ont suivi notre investissement, l'entreprise Logiciels Dynagram de Québec, spécialisée en développement de logiciel d'imposition numérique pour le secteur de l'imprimerie, a complété l'acquisition d'une importante ligne de produits logiciels américains pour ce même secteur d'activité. En trois mois seulement, Dynagram a réussi à commercialiser une nouvelle version de son logiciel alors que les anciens propriétaires n'avaient pu le faire en deux ans de développement. Dans un tout autre secteur d'activité, Capital régional et coopératif Desjardins a participé à la relance de Plastiques TPI de Coaticook, en s'associant à deux de ses anciens dirigeants actuellement propriétaires d'une entreprise complémentaire. En plus de permettre la sauvegarde de 180 emplois dans la région, cet investissement fait indéniablement la preuve que les efforts concertés et soutenus de plusieurs entités de Desjardins peuvent avoir des retombées positives dans les régions. Ce ne sont là que quelques exemples concrets de la contribution active apportée par Capital régional et coopératif Desjardins dans la diversification et le développement soutenu de l'ensemble des régions du Québec.

PERSPECTIVES

La seconde moitié de l'exercice s'annonce riche de possibilités pour Capital régional et coopératif Desjardins. Pleinement confiants en nos capacités, nous entendons continuer à déployer tous les efforts nécessaires pour soutenir la croissance de l'actif sous gestion en multipliant notamment les investissements dans des entreprises et coopératives dynamiques du Québec. À court terme, notre objectif demeure toujours le même : faire fructifier de façon prudente la valeur de nos placements et offrir à nos actionnaires un rendement incitant le réinvestissement.

Luc Chabot
Président et directeur général

États financiers abrégés

RÉSULTATS FINANCIERS

Les résultats présentés sont extraits des états financiers vérifiés préparés par PricewaterhouseCoopers. Les états financiers intermédiaires complets de Capital régional et coopératif Desjardins comprenant les notes et le rapport du vérificateur ont été déposés à la Commission des valeurs mobilières du Québec. Ces états financiers peuvent être obtenus sans frais en communiquant avec la Société ou par la transmission du coupon-réponse inclus au présent document. À l'exception des informations présentées par action ordinaire, les renseignements fournis sont en milliers de dollars.

BILAN	Au 30 juin 2002	Au 31 décembre 2001
	\$	\$
Actif		(redressé)
Investissements non garantis à impact économique québécois		
Investissements (se reporter au Relevé)	8 203	-
Fonds engagés mais non déboursés	6 164	-
	14 367	-
Autres placements	209 246	70 545
Comptes débiteurs	2 385	20 484
Espèces et quasi-espèces	615	5
Logiciels (moins l'amortissement cumulé de 184 \$; néant au 31 décembre 2001)	1 977	1 582
Impôts futurs	1 764	-
	230 354	92 616
Passif		
Subventions non remboursables reportées	6 725	8 008
Comptes créditeurs et charges à payer	106 737	5 510
Impôts sur le revenu	1 836	21
	115 298	13 539
Actif net	115 056	79 077
Avoir des actionnaires		
Capital-actions	115 025	79 054
Bénéfices non répartis	31	23
	115 056	79 077
Nombre d'actions ordinaires en circulation	11 503 000	7 905 000
Actif net par action ordinaire	10,00	10,00

États financiers abrégés (suite)

RÉSULTATS

Pour la période de six mois
terminée le 30 juin 2002

	\$
Produits	
Intérêts sur les autres placements	977
Droits d'adhésion	381
Honoraires de négociation	104
Intérêts sur les débentures	17
	1 479
Charges	
Frais d'exploitation	1 879
Services aux actionnaires	410
Taxe sur le capital	93
Amortissement	184
Subventions non remboursables	(1 283)
	1 283
Bénéfice avant impôts sur le revenu	196
Impôts sur le revenu	188
Bénéfice net de la période	8
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	9 326
Bénéfice net par action ordinaire	0,00

Notes complémentaires

MODIFICATION COMPTABLE

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2001, un montant de 1 582 000 \$, représentant le coût du développement de logiciels, a été enregistré à titre de dépenses et une portion équivalente de la subvention reportée a été comptabilisée à l'encontre de ces dépenses résultant en un effet nul sur le bénéfice net. Au cours de la période terminée le 30 juin 2002, la Société a modifié la comptabilisation de ces éléments de façon rétroactive avec redressement des chiffres comparatifs. Le redressement a consisté à capitaliser les dépenses mentionnées ci-dessus à titre de logiciels et à augmenter le solde des subventions non remboursables reportées d'un montant équivalent. Ces modifications n'ont eu aucune incidence sur l'actif net, le bénéfice net ainsi que sur les flux de trésorerie de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2001 et la période terminée le 30 juin 2002.

PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers selon les principes comptables généralement reconnus requiert l'utilisation de certaines estimations ayant une incidence sur les actifs et les passifs inscrits et sur la présentation des actifs et passifs éventuels en date du bilan ainsi que sur les produits et les charges comptabilisés pour la période présentée. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Les estimations sont revues de façon périodique et si des ajustements sont nécessaires, ils sont portés aux résultats lorsqu'ils sont déterminés.

Investissements non garantis à impact économique québécois

Actions non cotées et débetures et avances

Les participations en actions non cotées et les débetures et avances sont inscrites à leur juste valeur déterminée selon les techniques d'évaluation appropriées comprenant, principalement, la référence à une ou des transactions sans lien de dépendance ou à des offres d'achat, la capitalisation du bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements représentatif et la capitalisation ou l'actualisation des flux de trésorerie.

Les hypothèses significatives tenues en compte dans l'établissement de la juste valeur peuvent inclure le taux d'actualisation ou de capitalisation, le taux d'escompte, le taux de rendement et la pondération des résultats prévisionnels.

Fonds engagés mais non déboursés

Les fonds engagés mais non déboursés représentent les investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des sommes ont été engagées par la Société mais non encore déboursées à la fin de la période.

Autres placements

Les autres placements consistent en des dépôts à terme inscrits au coût et en des obligations inscrites à leur coût non amorti, déduction faite de la provision pour pertes, s'il y a lieu. La juste valeur est calculée selon la valeur au marché, soit la valeur à la cote de fermeture à la date du bilan.

Notes complémentaires (suite)

Espèces et quasi-espèces

Les espèces et quasi-espèces se composent des soldes bancaires. Conformément à la pratique du secteur, les placements à court terme dont l'échéance est égale ou inférieure à trois mois sont exclus des espèces et quasi-espèces et classés dans les autres placements.

Logiciels

Les logiciels sont inscrits au coût et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois à cinq ans.

Impôts sur le revenu

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts sur le revenu. Selon cette méthode, les impôts futurs sont calculés sur la différence entre les valeurs fiscales et comptables des différents actifs et passifs. Le taux d'imposition en vigueur lorsque ces différences se résorberont est utilisé pour calculer l'impôt futur à la date du bilan. Les actifs d'impôts sont constatés lorsqu'il est plus probable qu'improbable que l'actif sera réalisé.

Constatation des produits

Gains et pertes à la cession de placements

Les gains et pertes à la cession de placements sont comptabilisés au moment de la vente et correspondent à l'écart entre le produit de disposition et le coût, sans égard à la plus-value (moins-value) non matérialisée au cours d'exercices antérieurs, laquelle est renversée et prise en compte dans la plus-value (moins-value) non matérialisée de l'exercice en cours.

Droits d'adhésion

Les droits d'adhésion sont comptabilisés lors de la première souscription d'un actionnaire et lors de la fermeture du compte par celui-ci.

Primes et escomptes

Les primes et escomptes sur les placements à échéance déterminée sont amortis selon la méthode du rendement effectif jusqu'à leur échéance.

Subventions non remboursables

Les subventions non remboursables reçues du ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec et du Mouvement des caisses Desjardins sont portées aux résultats lorsque les dépenses afférentes sont engagées.

Notes complémentaires (suite)

RELEVÉ DES INVESTISSEMENTS NON GARANTIS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS (en milliers de dollars)

Investissements non garantis

	Secteurs d'activité	Actions avec droit de vote	Actions sans droit de vote	Débitures et prêts	Total
		\$	\$	\$	\$
2754-1564 Québec inc. (Groupe Beaudry)	I	-	100	-	100
9116-4509 Québec inc. (Plastiques Anchor Ltée)	I	-	400	-	400
Aégera Thérapeutiques inc.	S	-	1 000	-	1 000
Aqua-Biokem BSL inc.	S	-	200	-	200
BioAxone Thérapeutique inc.	S	-	522	-	522
Bois Biss-Beau Inc. (Groupe Beaudry)	I	-	139	240	379
Coopérative funéraire du Bas-St-Laurent	I	-	-	200	200
DuponTrolley Industries inc.	I	-	-	280	280
Fivetracks inc.	I	-	120	160	280
Groupe Documens inc.	TI	-	667	-	667
IndustryHub inc.	TI	-	400	-	400
IPS Thérapeutique inc.	S	-	-	80	80
Les Logiciels Dynagram inc.	TI	-	368	-	368
Les Luzernes Belcan du Lac-St-Jean inc.	I	160	-	120	280
Les Plastiques TPI Inc. (Plastiques Anchor Ltée)	I	-	-	400	400
MayaTeck inc.	I	240	-	60	300
Nature 3M inc.	I	100	-	60	160
Technologies 20-20 inc.	TI	-	-	1 000	1 000
Usital Canada inc.	I	-	120	-	120
Viamode Photoniques inc.	TC	-	1 067	-	1 067
TOTAL AU COÛT		500	5 103	2 600	8 203
Plus-value (moins-value) non réalisée					-
Fonds engagés mais non déboursés					6 164
JUSTE VALEUR					14 367

Notes complémentaires (suite)

LÉGENDE DES SECTEURS D'ACTIVITÉ

- I : Industriel
- S : Santé et biotechnologies
- TC : Télécommunications
- TI : Technologies de l'information

Les ententes d'investissements non garantis à impact économique québécois peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat. Ces investissements ont tous été réalisés au cours de la période de six mois terminée le 30 juin 2002.

Les prêts et débiteures portent intérêt au taux moyen pondéré de 13,42 % et ont une durée moyenne résiduelle de 4,7 années.